

2 Politique

Activités présidentielles

Les maires des principales villes du pays chez Ali Bongo Ondimba

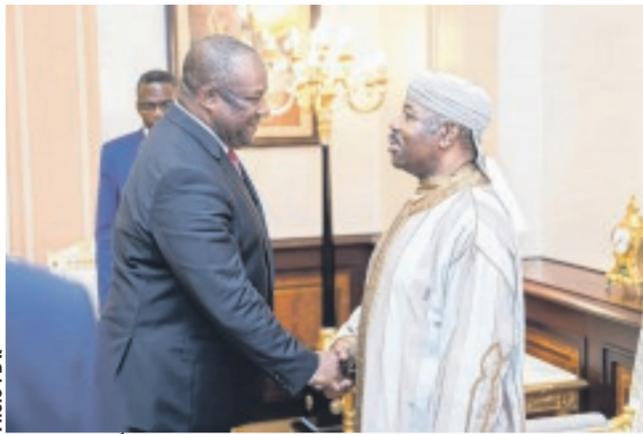


Photo : DR
Poignée de main entre Ali Bongo Ondimba et le maire de la commune de Libreville, Léandre Nzue.



Photo : DR
Moment de détente entre le numéro un gabonais et le maire de Mouila, Jean-Fidèle Diramba.



Photo : DR
Aparié entre le président de la République, le Premier ministre et le maire de Tchibanga, Jean-Charles Yembit Yembit.

J.KOMBILE.MOUSSAVOU

Libreville/Gabon

Le numéro un gabonais a rappelé à ses hôtes le rôle primordial et déterminant qu'ils doivent jouer dans le développement du Gabon.

LE chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, s'est entretenu, hier, au palais de la présidence de la République, avec les maires des communes de Libreville, Owendo, Akanda, ainsi que ceux des huit autres chefs-lieux de province du pays. En présence, entre autres, du Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, et du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, de l'Administration du territoire, des Collectivités locales, de la Décentralisation chargé de la Citoyenneté et de l'Immigration, Lambert-Noël Matha. Au cœur de cette rencontre : la problématique de la gestion quotidienne de leurs municipalités respectives



Photo : DR
Le chef de l'État et les maires au palais de la présidence de la République.

avec, en toile de fond, les questions liées au foncier, les voiries urbaines, la lutte contre l'insalubrité, l'éclairage public, les transports et l'emploi. Des secteurs dans lesquels, leurs administrés émettent beaucoup d'at-

tentes. De fait, soucieux du bien-être des populations, tout en rappelant à ses interlocuteurs la nécessité de prendre à bras-le-corps les préoccupations de leurs administrés, le président de la République a rappelé à ses

hôtes le rôle primordial et déterminant qu'ils doivent jouer dans le développement de notre pays. D'autant plus que, a-t-il précisé, cette tâche ne peut plus relever uniquement de l'État central. Dans cette optique, le numéro un gabo-

nais a réaffirmé son ambition de matérialiser la politique de décentralisation en vue d'un développement harmonieux du territoire national, de manière à gommer la fracture territoriale. À cet effet, Ali Bongo Ondimba a demandé

au chef du Gouvernement de faire en sorte que, les textes relatifs au transfert de compétences et de moyens aux collectivités locales soient élaborés aussi vite que possible, pour une mise en œuvre effective de cette ambition dans les meilleurs délais. Par ailleurs, le président de la République a exprimé sa détermination à accélérer la mise en œuvre du Fonds d'initiative départementale (Fid) érigé dans le but de financer des projets communautaires dans chaque département du pays. Ce, dans l'optique d'améliorer la qualité de vie des populations et de dynamiser le développement économique local, de manière à ce que les collectivités locales du pays deviennent de pôles de croissance. "Chaque province du Gabon doit être capable d'offrir à nos jeunes des perspectives d'avenir, ce qui passe par la création d'emplois dans tout le pays", a avancé le numéro un gabonais.

Réactions

Rassemblées par SM

Libreville/Gabon

• **Rigobert Nzengue Lola, maire de Koula-Moutou** : "Le président de la République nous a fait l'honneur de nous recevoir. C'était une occasion pour nous, élus locaux, de lui poser les problèmes auxquels nous sommes confrontés depuis l'entame de notre mandat. Lesquels problèmes, il faut le dire, sont communs à toutes les localités. Pour ce qui est de la ville de Koula-Moutou, la préoccupation principale que nous avons partagée est celle de l'enclavement de la ville. Il n'échappe à personne que lorsque la route économique est coupée, la ville a du mal à être approvisionnée. Ce qui a naturellement des conséquences sur le coût des produits qui nous parviennent. Aujourd'hui par exemple, nous sommes victimes d'une pénurie de gaz dans l'ensemble de la province, et les populations sont parfois obligées d'aller s'approvisionner à Okondja, dans la province du Haut-Ogooué. Fort heureusement, il a été prévu que nous nous retrouvions dans les tout prochains jours autour du Premier ministre afin de réfléchir sur toutes ces questions évoquées. Autrement dit, étant quelque peu tributaires du gouvernement, nous attendons qu'il nous dise ce qu'il entend faire pour nous accompagner dans la gestion de nos villes."

• **Christian Abessolo Menguey, maire d'Oyem** : "Pour ce qui est de la commune d'Oyem, il faut déjà rappeler que ça fait 22 ans qu'elle n'avait plus eu à sa tête un édile issu des rangs du Parti démocratique gabonais (PDG).

C'est pourquoi il nous a été demandé particulièrement de tout faire pour que Oyem soit une ville viable, propre et agréable à vivre. Malheureusement, Oyem a des problèmes et nous le lui avons fait savoir. Notamment les problèmes de voiries pour une ville qui s'est agrandie ces vingt dernières années ; les problèmes d'adduction d'eau car, des gens parcourent encore des kilomètres pour avoir de l'eau. De même il est encore difficile de se procurer un compteur d'électricité de nos jours à Oyem. Comme nous a indiqué le président de la République. Vivement qu'une Commission entre les maires et le gouvernement soit mise en place pour pouvoir trouver des solutions à ces problèmes".

• **Jean Norbert Diramba, maire de Mouila** : "Le chef de l'État nous a décliné sa vision sur la gestion de nos collectivités locales. Il a insisté sur le fait que les mairies doivent désormais être des acteurs locaux de développement. Il a pour cela instruit le gouvernement de tout faire vite, pour que les textes sur le transfert des compétences et des moyens soient le plus rapidement effectifs. En attendant ceci, il a demandé au gouvernement de mettre en œuvre le Fonds d'Initiative départementale (Fid), afin d'accélérer le processus de développement de nos cités. Le président nous a enfin témoigné son engagement et sa volonté de faire en sorte que nos villes se développent un peu plus. Nous avons plusieurs défis à relever pour nos villes, notamment, celui du transport urbain, du ramassage des ordures ménagères qui est un problème récurrent, ainsi que la question du foncier. Car, dans les textes qui régissent notre administration, les communes sont impliquées dans la gestion du foncier. Malheureusement,

il se trouve que, depuis un certain temps, les commissions communales en charge des ventes de terrains ne se réunissent plus et que les présidents des dites commissions qui sont les maires, n'agissent plus. Le chef de l'État a demandé que ces dossiers soient regardés avec beaucoup d'attention."

• **Guy-Roger Ekazama, maire de Makokou** : "Nous sortons de cette audience très satisfaits des échanges qui ont eu lieu entre nous et le chef de l'État. D'autant plus qu'il a dit connaître parfaitement les difficultés qui minent nos communes respectives. Nous avons pour cela fait un tour d'horizon précis de ces difficultés et des instructions nous ont par la suite été données par le président de la République pour que des solutions, à la fois de la part du gouvernement et de par nos efforts personnels, soient mises en œuvre pour le bien de nos populations. Pour ce qui concerne la plupart des localités, les questions liées au foncier, à l'insalubrité et à l'aménagement des voiries urbaines ont été au centre des préoccupations. Il va nous falloir faire participer le plus grand nombre de nos concitoyens et leur expliquer le bien-fondé de la vision du chef de l'État, ainsi que compter sur la volonté du gouvernement de nous accompagner car nos collectivités locales ont, pour la plupart, d'énormes problèmes financiers."

• **Jean-Charles Yembit Yembit, maire de Tchibanga** : "Je retiens que le président de la République a voulu partager avec l'ensemble des maires, la question de la gestion quotidienne de nos communes. Cet échange nous a donc permis de comprendre les différents blocages de notre action. Pour ma part, nous

avons pu définir les axes prioritaires de notre action pour la commune de Tchibanga. Il s'agit notamment de la propreté de la ville, des voiries, de la distribution de l'eau et de l'électricité, étant donné que la démographie au niveau de notre commune s'est accrue ces dernières années et que le seul château d'eau construit en 1976 ne répond plus à cette forte demande. Sans oublier la question de l'éclairage public. Tout ceci a été exposé au chef de l'État qui, en retour, nous a donné beaucoup d'espoirs et d'instructions."

• **Jean-Justin Maury Ngowemandji, maire de Lambaréné** : "En plus d'être enrichissant, je note que cet échange vient à point car, ça va faire un mois que nous avons été installés dans nos nouvelles fonctions de membres des Conseils locaux. Il était donc nécessaire, de mon point de vue, que le chef de l'État, dans sa position de gestionnaire de la République, nous convie pour écouter de lui-même, les problèmes que nous avons. Car, nous avons l'obligation et le devoir d'être proches de nos populations. C'est donc, en réalité, les problèmes posés par nos concitoyens que nous avons rapportés au président de la République. Les problèmes liés au foncier, la collecte des ordures et de la mise en place des budgets qui est un outil indispensable pour poser des actes d'investissements qui, malheureusement connaissent des retards dus certainement à des problèmes administratifs. Tous ces problèmes ont été posés au président qui a, pour sa part, donné des instructions au Premier ministre et au ministre d'État à l'Intérieur, pour qu'il y ait, dans un futur proche, des rencontres entre nous et le gouvernement."